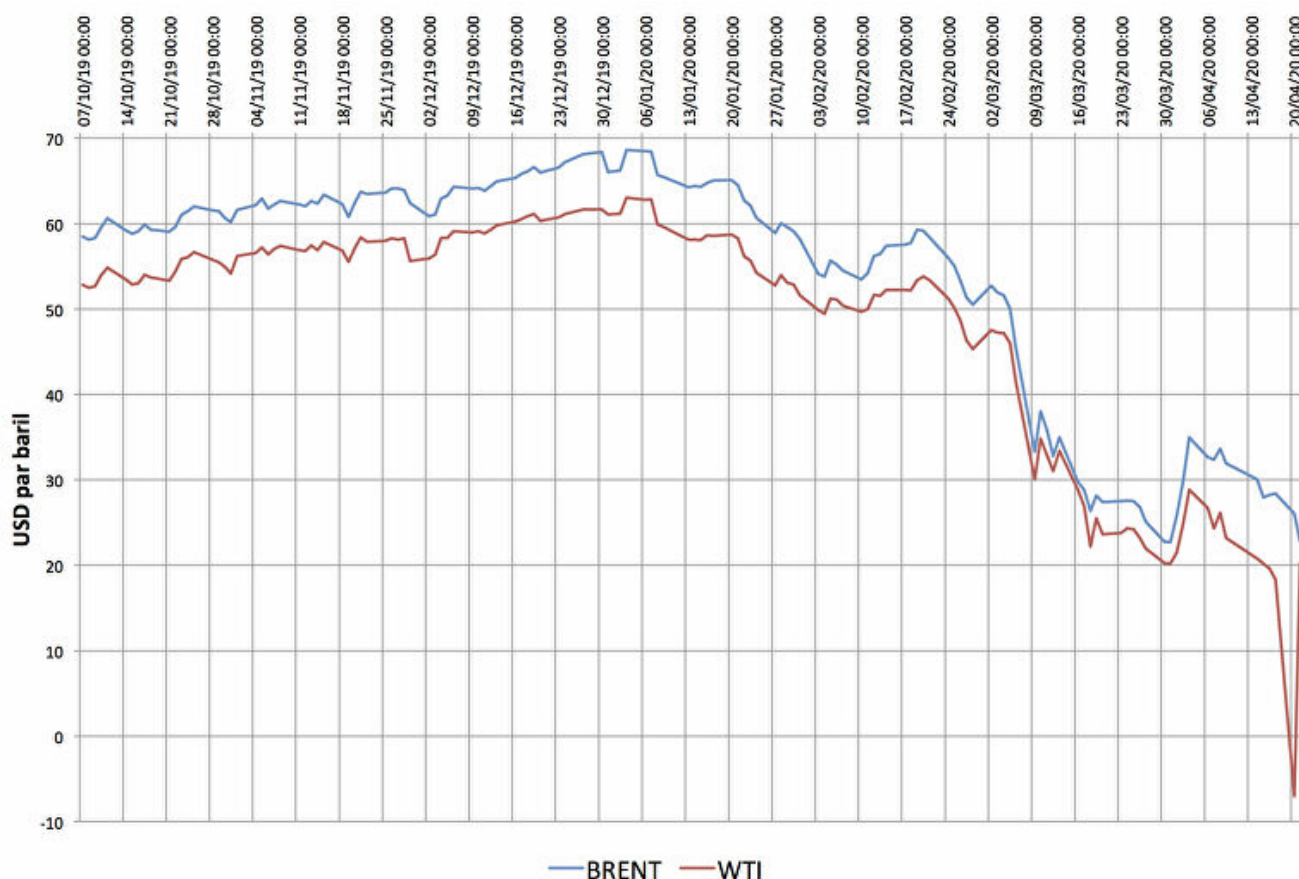


Effondrement des prix du pétrole: «Les États-Unis ne peuvent plus faire la loi»

écrit par Marcher sur des oeufs | 28 avril 2020



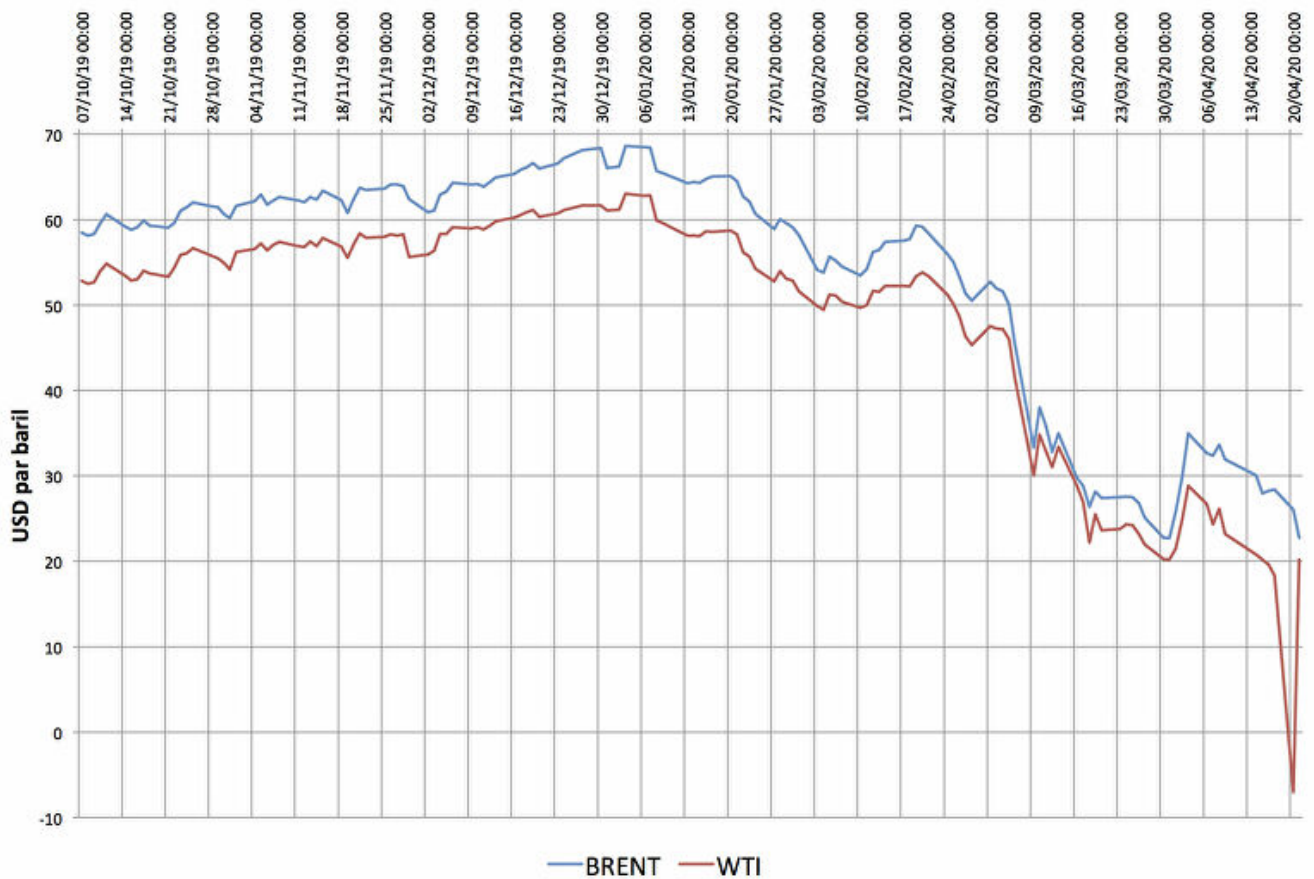
Dans son édito pour Russeurope Express, Jacques Sapir revient sur le rapport de force entre la Russie, l'Arabie saoudite et les États-Unis sur la question des cours du pétrole, en pleine chute de la consommation liée à la pandémie de coronavirus. Un affrontement qui révèle selon l'économiste tout l'aspect historique de la période.

Un édito de Jacques Sapir à retrouver en podcast dans l'émission [Russeurope Express](#) du 23 avril.

[Pandémie : le pic pétrolier est-il déjà derrière nous ?](#)

Si les prix du pétrole avaient déjà commencé à baisser dès la fin du mois de janvier à cause de l'épidémie de coronavirus, c'est depuis le 6 mars qu'ils s'effondrent. Suivant qu'il s'agisse du Brent – le brut de la mer du Nord, dont le marché est à Londres – ou du WTI – le fameux West Texas Intermediate, coté, lui, à New York -, cette baisse est plus ou moins marquée. Les 20 et 21 avril, le prix du baril de WTI pour livraison en mai est même passé en dessous de zéro. On peut maintenant penser que les prix vont se stabiliser autour de 25-28 dollars pour le Brent et 15-20 dollars pour le WTI, mais il est clair que nous vivons une période tout à fait historique.

Au début du mois de mars, le Brent était à plus de 50 dollars le baril. Cet effondrement est bien entendu en partie le résultat de l'arrêt des principales économies mondiales du fait de l'épidémie de Covid-19. Mais pas seulement: si la demande a fortement baissé, l'offre a paradoxalement augmenté. On assiste aussi à un conflit feutré entre les trois puissances dominantes sur le marché du pétrole: l'Arabie saoudite, la Russie et les États-Unis.



Évolution des cours du baril de pétrole, octobre 2019 – avril 2020

Effondrement logique

Tout a commencé lors de [l'échec de la réunion à Vienne](#) des pays du groupe dit «OPEP+», soit l'OPEP plus la Russie. La Russie a refusé de nouvelles restrictions de production tant que les États-Unis ne feraient pas eux aussi un effort. Car les États-Unis, via leur pétrole de schiste, sont devenus ces dernières années un grand exportateur, et surtout un exportateur qui déséquilibre profondément le marché. L'Arabie saoudite a réagi en rompant les accords signés jusque là et en faisant des rabais à ses clients afin de gagner des parts de marchés. Tous les autres pays ont suivis, la Russie y compris. Alors que la demande s'affaiblissait de jour en jour, l'offre n'était plus contenue. L'effondrement des prix qui en a résulté était logique.

Les conséquences de cet effondrement ont été diverses. Le

choc a été très important pour les États-Unis. En effet, le prix moyen nécessaire à la survie des compagnies pétrolières varie de 23 dollars le baril, pour les meilleurs gisements, à 32 dollars pour le pétrole de schiste. Mais ce prix cache de profondes différences. Si les grands groupes peuvent tolérer des prix très bas, il n'en va pas de même pour les petites compagnies qui ont besoin d'au moins 40 dollars le baril dans le meilleur des cas, et de plus de 50 dans de nombreuses zones de production.

Les conséquences sur l'emploi ont été très importantes. Avant même que certains États américains ne proclament le confinement, plus de 50% des travailleurs du secteur du pétrole de schiste étaient réduits au chômage. Mais le choc a été aussi ressenti en Arabie saoudite: le royaume, du fait de son endettement et de la nécessité de financer une forte exploration, a besoin d'un pétrole à un prix élevé, sans doute supérieur à 60 dollars le baril. Quant à la Russie, elle peut se contenter d'un cours entre 30 et 40 dollars le baril.

Un accord largement insuffisant

Un nouvel accord a finalement été [conclu le 12 avril](#) et devrait s'appliquer dès le 1^{er} mai. On parle d'une réduction de près de 10 millions de barils par jour, mais il faut savoir qu'en raison de la pandémie, l'excédent de production par rapport à la consommation est en réalité plutôt de l'ordre de 30 à 35 millions de barils par jour. Cet accord est donc largement insuffisant. Les États-Unis n'ont rien signé officiellement, mais, du fait de la fermeture de nombreuses petites compagnies (environ cinq par jour), leur production a aussi baissé. On discerne mieux aujourd'hui les enjeux profonds: Russes et Saoudiens veulent que les États-Unis annoncent officiellement des chiffres de baisse de la production, et qu'ils s'engagent à les respecter. Y arriveront-ils à court terme? C'est là toute la question.



© SPUTNIK . ALEXEY VITVITSKY

[Crise économique du coronavirus: vers la «mère de toutes les récessions»?](#)

Mais la Russie et les États-Unis ne sont pas non plus mécontents des maux dont souffrent l'Arabie saoudite. Le prince héritier Mohammed ben Salmane en a été fortement fragilisé. Il faut par ailleurs rappeler que fin février et début mars, il a été confronté à ce qu'il a qualifié de tentative de coup d'État, même s'il semble plutôt s'agir de différends au sein de la famille royale. Il n'en reste pas moins que cette lutte autour du pétrole reflète des changements importants dans le rapport de force sur la scène internationale. Les États-Unis ne peuvent plus faire la loi et en viennent à penser à des taxes à l'importation de pétrole pour permettre à leurs producteurs de survivre. Mais dans un jeu à trois puissances, les retournements d'alliance peuvent être brutaux. Pour paraphraser Frank Herbert, l'auteur *Dune*, «de toutes les combinaisons politiques, le tripode est paradoxalement la plus instable»...

<https://fr.sputniknews.com/economie/202004271043664697-effondrement-des-prix-du-petrole-les-etats-unis-ne-peuvent-plus-faire-la-loi/>